



Les Etats-Unis sanctionnent Francesca Albanese, rapporteuse de l'ONU pour la Palestine

Description

Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a annoncé hier des sanctions à l'encontre de la rapporteuse spéciale des Nations Unies pour la Palestine Francesca Albanese. Cette décision vise en réalité sa dénonciation du génocide en cours à Gaza.

Par l'Agence Média Palestine, le 10 juillet 2025



**Les Etats-Unis
sanctionnent
Francesca Albanese,
rapporteuse de
l'ONU pour la
Palestine**

Les Etats-Unis continuent de s'enfoncer dans leur déni du droit international. Marco Rubio, secrétaire d'Etat américain (équivalent du ministre des Affaires étrangères), a annoncé ce mercredi 9 juillet que des sanctions allaient viser Francesca Albanese. La rapporteuse spéciale des Nations Unies pour les territoires palestiniens devrait être interdite d'entrée sur le territoire américain et ses éventuels actifs domiciliés aux Etats-Unis suspendus.

Le gouvernement américain en guerre contre les instances internationales

Il impose aujourd'hui des sanctions contre la rapporteuse spéciale des Nations unies Francesca Albanese pour ses efforts honteux et illégitimes de soutien aux mesures de la Cour pénale internationale contre les responsables, représentants et entreprises américains et israéliens. C'est par ce tweet que Marco Rubio a annoncé les sanctions qui visent Francesca Albanese, une voix critique du génocide en cours à Gaza. Elle pourrait après la BBC être interdite d'accès au territoire américain et voir ses actifs (éventuels) américains gelés.

Cette nouvelle action de la diplomatie américaine est aussi un coup direct porté aux institutions internationales. Benjamin Netanyahu s'est rendu en visite officielle à Washington ce lundi 7 juillet alors même qu'il est visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale. Mais les Américains n'en ont cure, ils se sont d'ailleurs déjà opposés plusieurs fois aux autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU lors du vote de diverses résolutions, paralysant ainsi la justice internationale. Ni les Etats-Unis ni Israël ne sont signataires du traité de Rome et ils n'ont donc aucune obligation vis-à-vis des décisions de la Cour pénale internationale, mais le gouvernement américain choisit en conscience de poursuivre sa politique active de soutien au génocide en cours dans la bande de Gaza.

Le secrétaire d'Etat américain est d'ailleurs allé encore plus loin dans ses attaques personnelles contre Francesca Albanese, mettant en cause dans son communiqué publié sur le site du Département d'Etat américain *ses activités biaisées et malsaines à son poste et son antisémitisme débridé, son soutien au terrorisme et ouvrant la voie à un véritable mépris pour les Etats-Unis, Israël et l'Occident.*

La réaction de Francesca Albanese

Le jour de l'annonce de ces sanctions, la rapporteuse des Nations unies a publié sur le réseau social X cette petite déclaration : *Juste pour être claire, aujourd'hui plus que jamais : Je me tiens fermement et avec conviction du côté de la justice, comme je l'ai toujours fait. Je viens d'un pays avec une tradition d'illustres juristes, d'avocats talentueux et de juristes braves, qui ont défendu la justice au prix fort et souvent en le payant de leur vie. J'ai l'intention d'honorer cet héritage.*

Elle a également réagi à ces sanctions lors d'une conférence de presse à Ljubljana en Slovénie, affirmant que ces mesures de rétorsion visaient *à affaiblir sa mission* mais qu'elle continuerait *à faire ce que j'ai à faire*. Volker Türk, haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, a apporté son soutien à la rapporteuse ce jeudi en demandant à Washington *de lever rapidement les sanctions* à son égard.

Il faut rappeler que cette décision de Marco Rubio intervient à peine une semaine après la

publication d'un rapport de Francesca Albanese sur « les mécanismes des entreprises qui soutiennent le projet colonial israélien de déplacement et de remplacement des Palestiniens ». Une soixantes entreprises internationales sont visées, dont des compagnies américaines qui participent à une économie de guerre après le rapport. Une raison de plus pour les Etats-Unis de réclamer sa destitution, alors qu'elle a déjà été condamnée à maintes reprises [le soutien américain aux velléités israéliennes d'expulsion des Palestiniens hors de Gaza.](#)

Francesca Albanese a aussi pu compter sur le soutien du Centre palestinien des droits humains (PCHR), qui a dénoncé les sanctions américaines dans un communiqué : *« Francesca dérange des criminels de guerre suspects, et c'est pour ça que tous les hommes libres et engagés doivent se tenir à ses côtés. Nous n'abandonnerons jamais le combat contre l'injustice et nous continuerons la lutte contre l'occupation israélienne illégale et pour la défense des droits de toutes les victimes réduites au silence. »*

date créée

2025/07/10